



Dominicans for Justice and Peace/ 37,39 Rue de Vermont / C.P. 104, 1211 / Genève 20, Suisse  
contact@un.op.org / un.op.org

# 3

Lettre du Président

# 4

A propos de Dominicains  
pour la justice et la paix (OP)

- 4** Notre vision
- 5** Nos objectifs
- 5** Présence internationale

# 7

Nos programmes

- 8** Programme de plaidoyer
- 11** Programme de formation

# 12

Nos priorités

- 12** Priorité thématique
- 15** Pays prioritaires

# 24

Rapport financier 2019

# 25

Perspectives futures

# 26

Conseil exécutif et Secrétariat

*PHOTO DE LA PAGE DE COUVERTURE :*

*Un grand groupe de dominicain(e)s a joint sa voix à celles de milliers de manifestant(e)s lors de la Marche pour le climat à Madrid le 6 décembre 2019*

© Dominicains pour la justice et la paix



## Lettre du Président

Cher(e)s ami(e)s,

Alors que l'année 2019 touchait à sa fin, et après avoir été élu Maître de l'Ordre dominicain en juillet, j'ai assumé mon nouveau rôle de Président de *Dominicains pour la justice et la paix*. En continuité avec la vision profonde de mon prédécesseur, le fr. Bruno Cadoré OP, assisté de la Sr. Marie-Thérèse Clément, la Vice-Présidente, je suis fier d'avoir l'opportunité, avec notre nouvelle Vice-Présidente, la Sr. Margaret Mayce, et les autres membres du Conseil exécutif et du personnel, de renforcer la présence de l'Ordre dominicain aux Nations Unies.

Depuis que notre frère dominicain, Francisco de Vitoria, a identifié les principes d'un droit des Nations (droit international) au début du XVI<sup>e</sup> siècle, suscitant une prise de conscience dont les Nations Unies sont aujourd'hui le fruit, le souci de la gouvernance mondiale et du droit fait partie intégrante de la mission de prédication dominicaine. Alors que toutes les branches de l'Ordre dominicain écoutent les cris de souffrance et de joie dans tous les coins du monde, en particulier des plus marginalisés et des plus opprimés, l'urgence de faire entendre leurs voix afin qu'elles soient reflétées dans les politiques gouvernementales aux niveaux local, national et mondial, nous interpelle tous. Notre présence à l'ONU est essentielle pour que cela devienne une réalité.

Bien que les défis décrits dans ce rapport soient considérables, les nombreuses réalisations de notre petite Délégation aux Nations Unies sont une source d'espoir dans un monde trop souvent rempli de désespoir. Alors que nous regardons maintenant vers l'avenir dans le contexte de l'effrayante pandémie du COVID-19, nous voyons trop d'États qui exploitent la peur et l'incertitude pour justifier la perpétration de violations des droits humains et de politiques dictatoriales. Tous les acquis du multilatéralisme au cours des 75 dernières années sont également menacés, ce qui pourrait nous conduire à de nouveaux conflits qui nous laisseraient tous perdants. Il est donc urgent de renforcer notre présence aux Nations Unies afin de pouvoir collaborer plus efficacement avec les nombreuses autres personnes de bonne volonté qui tentent de contrecarrer cette tendance alarmante.

J'espère et je prie pour que ce bref rapport nous inspire tous et toutes à chercher de nouveaux moyens de renforcer l'ONU afin qu'elle puisse assurer une plus grande justice et une plus grande paix dans notre monde fragile.

**Fr. Gerard Francisco P. Timoner III, OP**  
*Président de Dominicans pour la justice et la paix*  
*Maître de l'Ordre des Prêcheurs*

## NOTRE VISION

*Dominicains pour la justice et la paix (Ordre des Prêcheurs)* représente l'Ordre dominicain auprès des Nations Unies (ONU). L'organisation créée en 1998 par la Commission internationale dominicaine pour la justice et la paix et approuvée par le Conseil général de l'Ordre dominicain en tant que présence permanente de l'Ordre aux Nations Unies, a son siège à Genève. *Dominicains pour la justice et la paix* [ci-après "la Délégation"] a obtenu la reconnaissance officielle de son travail au sein de l'ONU en 2002, lorsqu'elle s'est vue conférer le statut consultatif auprès du Conseil Économique et Social de l'ONU (ECOSOC).

La Délégation se consacre au rayonnement de la Bonne Nouvelle de justice et de paix dans le monde, proclamée par Jésus-Christ, concrétisée dans les enseignements sociaux de l'Église catholique et qui fait partie intégrante de la mission de l'Ordre : prêcher la Vérité. L'Ordre est composé d'hommes et de femmes de plus de 120 pays qui, en continuité avec les défenseurs dominicains des droits humains du XVIème siècle (Antonio de Montesinos, Bartolomé de las Casas, Francisco de Vitoria, ...), sont impliqué(e)s dans de nombreux domaines d'action liés à la justice et à la paix. En voici quelques exemples : les luttes contre l'accaparement des terres par les multinationales ou les grandes industries dans divers pays du Sud ; la défense des droits des peuples autochtones en Amazonie brésilienne et péruvienne, au Mexique ou au Guatemala ; les luttes contre l'intolérance religieuse au Vietnam, en Indonésie, au Pakistan ou au

Nigéria ; la prise en charge des enfants vulnérables ou des enfants des rues au Burundi, en Inde et en Ukraine ; la lutte contre la traite des êtres humains et l'esclavage au Brésil, aux Philippines, en Espagne et aux États-Unis ; la médiation de conflits en Colombie et en République centrafricaine ; l'autonomisation des femmes ; le soutien aux réfugié(e)s et aux personnes déplacées par la guerre ; la lutte contre la torture, les disparitions forcées et la corruption ; le plaidoyer pour la démilitarisation, pour un environnement sain et un développement durable ...

Les actions menées au niveau local se heurtent souvent à des problèmes qui demandent une approche globale pour être résolus de façon efficace. La Délégation a ainsi été créée afin d'établir un lien entre les dominicain(e)s, leurs partenaires travaillant au niveau local, et les décideurs au niveau international. Le fait de travailler avec des personnes vivant dans des zones périphériques très isolées, loin des grandes villes, permet à la Délégation de jouer un rôle particulier au sein des Nations Unies en assurant une visibilité à leurs actions grâce au plaidoyer.

*Des paysans et la Famille dominicaine réclament le droit à la terre devant la statue du défenseur des droits humains dominicain, Antonio de Montesinos, Saint-Domingue, République dominicaine*

© Amigo del Hogar



## NOS OBJECTIFS

L'objectif général de *Dominicains pour la justice et la paix* est de soutenir et d'approfondir l'engagement des dominicain(e)s dans le travail pour la justice et la paix par une présence active aux Nations Unies.

Les objectifs spécifiques sont les suivants :

1. **Accompagner et renforcer les capacités** des dominicain(e)s et de leurs partenaires sur le terrain dans la défense et la promotion des droits humains, la sauvegarde de la Création et du bien commun, en leur fournissant les outils nécessaires pour travailler avec les Nations Unies ;
2. Assurer le plaidoyer aux Nations Unies sur les questions abordées par les dominicain(e)s à tous les niveaux, notamment en **mettant en évidence les abus** dans les domaines des droits humains et de l'environnement ;
3. Apporter une contribution dominicaine, en tant qu'acteur de la société civile, afin de **renforcer le travail des Nations Unies** et **d'approfondir les réflexions sur les grandes questions contemporaines**.

## PRÉSENCE INTERNATIONALE

Avec son siège à Genève et ses représentations à Vienne et à Nairobi, *Dominicains pour la justice et la paix* joue un rôle constant dans la dénonciation des violations des droits humains et de la destruction de l'environnement au sein des différentes instances des Nations Unies, en soutenant les dominicain(e)s et les autres acteurs de la société civile qui travaillent sur le terrain sur ces questions.



La Délégation dans la salle Francisco de Vitoria de l'Office des Nations Unies à Genève avec le fr. Gérard Timoner OP

© Dominicains pour la justice et la paix

### ONU GENÈVE

Depuis la création de la Société des Nations en 1919, Genève est devenue la plaque tournante du développement de la diplomatie internationale et du multilatéralisme. Cent ans plus tard, Genève continue d'être le principal centre humanitaire et des droits humains dans le monde. Avec un bureau situé à deux pas de plusieurs bureaux des Nations Unies, tels que le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et le Haut-Commissariat aux réfugiés, la Délégation est au cœur des débats et des négociations internationales sur les grandes questions contemporaines.

## ONU VIENNE

Vienne est le siège d'un certain nombre de bureaux des Nations Unies qui traitent de sujets cruciaux tels que la criminalité transnationale organisée, la justice pénale, les stupéfiants, la corruption et l'énergie nucléaire. L'équipe de Vienne collabore principalement avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD) et plus particulièrement avec la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (CCPCJ). Les thématiques qui ont été reconnues prioritaires par la Délégation sont liées aux problèmes auxquels la Famille dominicaine est confrontée sur le terrain ; il s'agit de la traite des êtres humains, la réforme des prisons, la criminalité forestière et l'éducation à la justice.



*L'équipe de Vienne devant les Nations Unies à Vienne*

© Dominicains pour la justice et la paix

## ONU NAIROBI

Nairobi est le siège du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et du Programme pour les établissements humains. (ONU-HABITAT). Le PNUE est la principale organisation mondiale traitant des questions environnementales. Elle joue un rôle important en aidant les nations à respecter leurs engagements en matière d'environnement. Elle s'occupe de toutes les questions environnementales telles que le changement climatique, les écosystèmes et la biodiversité, les produits chimiques et les déchets, l'air, l'eau, les océans, les mers et les forêts. Depuis 2018, *Dominicains pour la justice et la paix* est observateur à l'Assemblée des Nations Unies pour l'Environnement (UNEA) du PNUE, ce qui permet aux dominicain(e)s d'avoir une présence active dans les différentes sessions de l'UNEA et de ses organes subsidiaires.



*L'équipe de Nairobi*

© Dominicains pour la justice et la paix

# Nos Programmes

Afin de renforcer les compétences des dominicain(e)s et de leurs partenaires dans le monitoring des droits humains dans leurs pays et de les soutenir par un plaidoyer efficace aux Nations Unies visant à susciter des changements systémiques et à long terme, *Dominicains pour la justice et la paix* a adopté deux programmes principaux :

- un programme de plaidoyer
- un programme de formation

Grâce à ces programmes, la Délégation a soutenu en 2019 plus de 200 membres de la Famille dominicaine et partenaires de la société civile dans la promotion et la protection des droits humains.



*Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme  
(Palais Wilson), Genève*

© Dominicains pour la justice et la paix

## PROGRAMME DE PLAIDOYER

L'histoire montre que des campagnes de plaidoyer efficaces peuvent donner des résultats positifs exponentiels. Un changement de politique ou l'adoption d'une nouvelle loi, par exemple, peut apporter des progrès durables à l'échelle nationale. Grâce à son programme de plaidoyer, la Délégation cherche à créer un espace pour les dominicain(e)s, les organisations de la société civile et les groupes de population les plus vulnérables pour faire entendre leur voix dans les différents bureaux des Nations Unies et ainsi favoriser des changements ambitieux et durables dans les programmes gouvernementaux.

À **Genève**, la Délégation a participé en 2019 aux trois sessions du Conseil des Droits de l'Homme (CDH), à deux examens des Organes de Traités<sup>1</sup> sur le Mexique et à l'Examen Périodique Universel (EPU)<sup>2</sup> de la République dominicaine, la Côte d'Ivoire et la République démocratique du Congo (RDC). Elle a également attiré l'attention des Procédures spéciales<sup>3</sup> sur le droit à la liberté de réunion en République dominicaine.

Depuis 2015, la Délégation participe régulièrement à la Conférence annuelle des états signataires (COP) de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) afin de renforcer son plaidoyer dans le domaine du changement climatique et des droits humains. En 2019, *Dominicains pour la justice et la paix* a été admis comme organisation observatrice à la CCNUCC, ce qui lui permet de représenter officiellement les dominicain(e)s aux différentes sessions de la Convention.



*Claribel Álvarez, victime d'expulsions forcées en République dominicaine, s'exprimant à l'ONU*

© Dominicains pour la justice et la paix

---

<sup>1</sup> Les Organes de Traités des Nations Unies sont composés d'experts indépendants en matière de droits humains qui surveillent la mise en œuvre des 10 traités relatifs aux droits humains par chaque membre des Nations Unies qui en est signataire (État partie). Chaque traité a son propre comité d'experts qui examine régulièrement les États parties. Les membres de la société civile ont la possibilité de participer à ce processus d'examen et d'envoyer des rapports avec leurs propres réflexions et préoccupations sur la situation des droits humains dans le pays examiné.

<sup>2</sup> L'Examen Périodique Universel est un mécanisme du Conseil des Droits de l'Homme, initié en 2008, qui évalue la pratique des droits humains de chaque État membre des Nations Unies tous les quatre ans et demi. Ce processus d'examen est une occasion unique pour les membres de la société civile de partager leurs points de vue sur la situation des droits de l'homme dans le pays examiné et de faire part de leurs préoccupations dans un rapport.

<sup>3</sup> Les Procédures spéciales du Conseil des Droits de l'Homme sont composées d'experts indépendants en matière de droits humains qui ont pour mandat de faire l'état de la situation et de donner des recommandations sur les droits humains dans une perspective thématique ou spécifique à un pays. Dans le cadre de leur mandat, les mécanismes des Procédures spéciales peuvent intervenir directement auprès des gouvernements lorsqu'ils reçoivent des allégations de violations des droits humains par des acteurs de la société civile qui relèvent de leur mandat, au moyen de lettres qui comprennent des appels urgents et d'autres communications.



À **Vienne**, *Dominicains pour la justice et la paix* a assuré une présence et une participation efficaces aux sessions annuelles de la Commission des stupéfiants (CND), de la Commission pour la Prévention du Crime et la Justice Pénale (CCPCJ) et de la Conférence des états signataires (COP) de la Convention des Nations Unies contre la Criminalité Transnationale Organisée.

*Tobias Krachler et la Sr. Luma Khudher lors d'un événement parallèle sur les personnes déplacées en Irak, organisé par Dominicains pour la justice et la paix pendant la CCPCJ, Vienne*

© Adam Rokosz

A **Nairobi**, une équipe opérationnelle de deux volontaires dominicains a été mise en place en 2019 et une stratégie de plaidoyer pour l'engagement avec le PNUE a été développée. En mettant l'accent sur l'Assemblée des Nations Unies pour l'Environnement (UNEA), organe de direction qui se réunit tous les deux ans, la Délégation a commencé à suivre régulièrement les sessions trimestrielles de son principal organe intersessionnel, le Comité des Représentants Permanents (CPR). Parfois, elle a également suivi les réunions bi-hebdomadaires de son sous-comité.

## **COLLABORATION ET PLAIDOYER CONJOINT**

Sans une collaboration efficace avec les partenaires de la société civile, les actions des ONG individuelles restent limitées aux Nations Unies. Dans ce contexte, la Délégation s'est engagée dans des activités de plaidoyer conjointes en 2019 par le biais de plusieurs plateformes et groupes de travail d'ONG :

### **Coalition de Genève sur le Changement Climatique (GeCCco)**

Groupe d'ONG travaillant sur des questions liées au changement climatique. Des réunions régulières se sont tenues en 2019 dans le but de renforcer le plaidoyer commun sur le changement climatique et les droits humains dans les mécanismes des Nations Unies à Genève et dans la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP25) à Madrid, en Espagne.

### **Plateforme de l'EPU**

Plateforme d'ONG catholiques créée par le Centre Catholique International de Genève (CCIG) qui vise à coordonner les actions autour de l'EPU. En 2019, *Dominicains pour la justice et la paix* a continué à soutenir l'appel de la Plateforme pour le renforcement du processus de l'EPU au Conseil des Droits de l'Homme.

## Coalition internationale sur la Papouasie (ICP)

Coalition mondiale qui s'attaque aux graves violations des droits humains en Papouasie occidentale (Indonésie) et soutient une solution pacifique au conflit. En 2019, la Délégation a collaboré avec les membres de l'ICP à Genève ainsi qu'avec le réseau des congrégations religieuses de Papouasie occidentale à Rome.

## Ginebra ONG LAC

Groupe de travail d'ONG à Genève travaillant sur l'Amérique latine et les Caraïbes. Une réunion du groupe de travail avec la Haut-Commissaire, Michelle Bachelet, a été organisée avec succès en juillet 2019, lors de laquelle les membres ont apporté une approche régionale aux principales préoccupations en matière de droits humains en Amérique latine et dans les Caraïbes.

## Comité des ONG sur la liberté de religion et de conviction (FoRB)

Comité des ONG à Genève facilitant les actions coordonnées sur les questions liées à la liberté de religion et de conviction. En 2019, outre le partage d'informations sur les activités, se sont tenues des réunions avec le Rapporteur spécial de l'ONU sur la liberté de religion et de conviction.

## Forum Genève des ONG d'inspiration catholique

La Délégation a poursuivi sa participation au Forum de Genève des ONG d'inspiration catholique, qui regroupe environ 22 ONG. Elle a également participé à ses groupes de travail liés à l'éducation et au droit au développement. Elle a participé à l'assemblée générale mondiale bisannuelle à Rome en décembre 2019 avec 310 autres organisations.

## Forum interreligieux de Genève (GIF) sur le changement climatique, l'environnement et les droits de l'homme

En 2019, *Dominicains pour la justice et la paix* a rejoint ce groupe composé d'ONG confessionnelles à Genève. L'objectif du groupe est de coordonner les actions de plaidoyer aux Nations Unies et de traiter le changement climatique dans une perspective holistique, en reconnaissant ses implications environnementales, développementales, politiques, économiques, sociales et culturelles.

## Alliance des ONG pour la prévention du crime et la justice pénale - Vienne

L'Alliance rassemble un vaste réseau de 47 organisations de la société civile à Vienne, qui oeuvrent pour que la société civile soit reconnue et entendue dans la promotion de l'agenda de la prévention du crime et de la justice pénale et dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des politiques. En octobre 2019, le coordonnateur de la Délégation à Vienne, Tobias Krachler, a été élu secrétaire de l'Alliance.

## PROGRAMME DE FORMATION

En 2019, la Délégation a organisé des programmes de formation dans quatre pays pour répondre aux besoins spécifiques sur le terrain. Ces ateliers ont permis d'identifier et d'analyser les principaux problèmes locaux et nationaux qui demandent une réponse. 120 membres de la Famille dominicaine et d'autres partenaires de la société civile ont bénéficié des formations et ont acquis:

- des connaissances sur les mécanismes des Nations Unies en rapport avec les droits humains, le changement climatique et les objectifs de développement durable (ODD) ainsi que les moyens de s'y engager ;
- des compétences pour mener un plaidoyer collaboratif et efficace sur des questions de droits humains dans les forums locaux, nationaux et internationaux afin de responsabiliser les gouvernements sur les préoccupations des citoyens et de garantir que les droits des personnes soient compris et respectés.



*Le fr. Mike Deeb OP lors de la formation des dominicain(e)s à Iloilo (Philippines)*

© Famille dominicaine pour la justice, la paix et la sauvegarde de la création - Philippines

Ces ateliers sur les droits humains ont permis de former 23 dominicain(e)s et partenaires en République dominicaine (El Seibo), 28 aux Philippines (Iloilo), 28 en République démocratique du Congo (Isiro) et 41 en Côte d'Ivoire (Abidjan). Les trois premiers ateliers ont été organisés en dehors des grandes villes, afin de faciliter l'accès des populations des zones rurales ou périphériques.

Outre les formations sur le terrain, la Délégation a également accueilli des dominicain(e)s et des étudiants des Philippines, du Brésil, d'Italie et de France afin de leur permettre de se familiariser avec le travail de plaidoyer aux Nations Unies à Genève.

Après de nombreuses consultations avec des dominicain(e)s engagé(e)s dans le monde entier, la Délégation a identifié ses priorités et les a divisées en deux grandes approches :

- une approche thématique transversale
- une approche par pays

## PRIORITÉ THÉMATIQUE

### DESTRUCTION DE L'ENVIRONNEMENT, CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DROITS HUMAINS

L'année 2019 a été marquée par des soulèvements sans précédent de citoyen(ne)s et surtout de jeunes du monde entier, qui ont appelé les gouvernements à prendre des mesures urgentes et concrètes pour lutter contre le changement climatique. Selon l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM), 2019 a été la deuxième année la plus chaude de l'histoire. Les émissions de CO<sup>2</sup> dues à l'utilisation de combustibles fossiles continuent d'augmenter chaque année et les répercussions sur les droits humains provoquées par le changement climatique sont déjà énormes.



*Des milliers de personnes ont rejoint la Marche pour le Climat lors de la COP25 à Madrid*

© Dominicains pour la justice et la paix

Du fait de leur proximité avec les populations les plus à risque et vulnérables dans le monde, les dominicain(e)s sont très conscient(e)s de l'immense menace que le changement climatique et la destruction de l'environnement font peser sur la vie des personnes et sur la jouissance effective de leurs droits, en particulier pour les groupes en situation de vulnérabilité. Plus particulièrement, la dégradation de l'environnement par les grandes industries favorise le changement climatique et met en danger la vie et les moyens de subsistance de millions de personnes et leurs droits à la vie, à la santé, à l'alimentation, à l'eau, à la culture, au logement, à un environnement sain, etc, sont tout simplement ignorés.

Dans cette optique, en 2019, l'action de la Délégation a été motivée par la volonté de :

- tenir les entreprises responsables de la destruction de l'environnement et des violations des droits humains;

- faire pression sur les gouvernements aux niveaux national et international pour qu'ils adoptent des politiques respectueuses du climat et de l'environnement afin de protéger la vie et les moyens de subsistance actuels et futurs des populations ;
- apporter une perspective spirituelle dans les discussions autour de la protection de l'environnement, en accord avec *Laudato Si*, la lettre encyclique du Pape François.

En utilisant le riche ensemble de connaissances et d'expériences de la Famille dominicaine dans ce domaine, la Délégation a renforcé son plaidoyer international par des actions collectives aux Nations Unies à Genève, au PNUE à Nairobi, à l'ONUDC à Vienne (accent sur les crimes forestiers), et à la Conférence internationale sur le changement climatique de 2019 (COP25) à Madrid.



*Les effets du changement climatique sont inégalement ressentis dans le monde et les populations à faibles revenus sont les plus touchées, Iloilo (Philippines)*

© Dominicains pour la justice et la paix

Les 40ème et 41ème sessions du CDH ont offert à la Délégation plusieurs occasions de soutenir les initiatives des partenaires. Deux déclarations orales ont été prononcées :

- sur l'importance d'un instrument juridiquement contraignant sur les sociétés transnationales et les droits humains ;
- sur les droits des femmes et le changement climatique.

La Délégation a également organisé un événement parallèle à la 41ème session sur "l'intégration d'une perspective des droits humains dans l'action climatique" en étroite collaboration avec les membres du Forum interreligieux de Genève sur le changement climatique, l'environnement et les droits de l'homme - GIF.



Flyer de l'événement parallèle organisé lors de la 41ème session du CDH  
©Franciscans International



Conférence de presse à la COP25 sur le dialogue interreligieux sur l'espoir et l'action  
© COP25

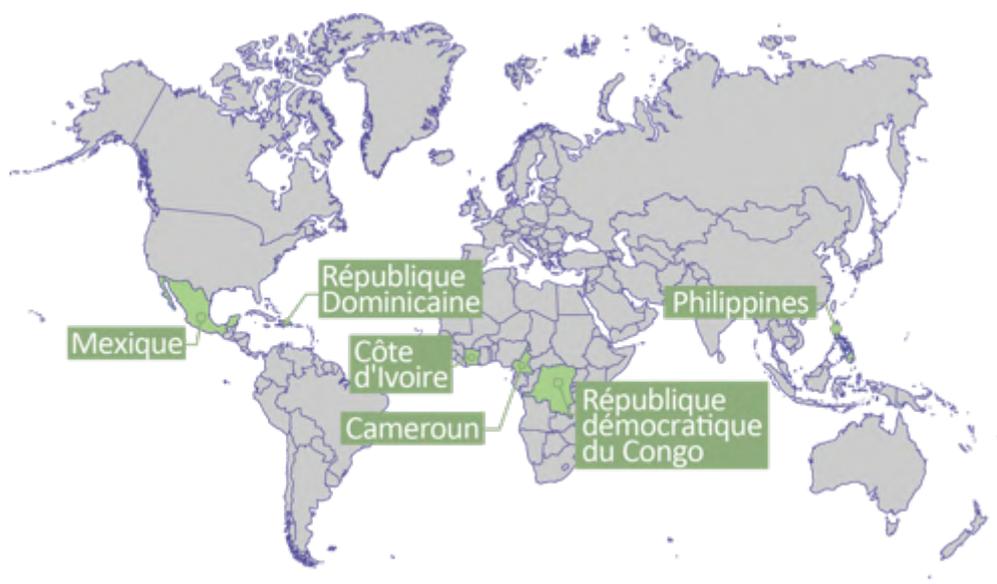
Du 2 au 13 décembre 2019, *Dominicains pour la justice et la paix* a participé à la Conférence internationale annuelle sur le changement climatique (COP25) à Madrid. Avec 7 autres membres de 4 organisations dominicaines - *Dominican Sisters international (DSI)*, *Acción Verapaz*, *Samba Martine-Observatorio de Derechos Humanos* et *Selvas Amazonicas* - la Délégation a apporté une grande diversité d'expériences et de perspectives dans les discussions sur le changement climatique. De nombreuses activités ont été organisées conjointement, notamment :

- une formation sur les droits humains et le changement climatique pour 20 participants ;
- un dialogue interconfessionnel sur l'espoir et l'action, auquel près de 90 personnes ont participé ;
- un service de prière pour notre Maison Commune, qui a permis à plusieurs personnes locales de participer à l'événement.



*“Dans l'entité à laquelle j'appartiens, Selvas Amazónicas, nous sommes de plus en plus conscients de la relation étroite entre les droits humains, la justice et le changement climatique. Participer à la COP25 par l'intermédiaire de Dominicains pour la justice et la paix nous a donné l'occasion d'approfondir notre compréhension de cette relation et de la manière dont elle affecte les lieux de mission où nous travaillons.”* Mar Díaz Barba, Selvas Amazónicas

## PAYS PRIORITAIRES



Alors que les dominicain(e)s de nombreux pays recherchent le soutien de la Délégation pour les aider dans leurs efforts locaux, la Délégation a concentré son action sur 6 pays en 2019 afin d'obtenir de réels impacts sur le terrain.

Dans chaque pays choisi, la Délégation tente de s'appuyer sur les priorités des dominicain(e)s et de leurs partenaires, ainsi que sur leur travail dans le domaine de la justice et de la paix. Elle cherche ensuite à promouvoir des initiatives et à renforcer les capacités qui permettront d'approfondir leur engagement et de faire en sorte que leurs actions aient des impacts plus importants et concrets à long terme.

Les principaux objectifs du travail dans les pays prioritaires sont de garantir :

**1**

qu'il y ait une implication forte, coordonnée et articulée des dominicain(e)s et de leurs partenaires sur le terrain sur les questions de justice et de paix ;

**2**

que les préoccupations sur le terrain soient entendues et prises en compte à l'ONU ;

**3**

que les personnes engagées soient reconnues aux niveaux local et international comme des acteurs clés de la promotion et de la protection des droits humains.

## RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Malgré sa relative stabilité démocratique, la République dominicaine présente encore des inégalités économiques massives et quelques puissantes entreprises nationales et multinationales exercent une influence économique et politique importante. Les expulsions forcées récurrentes et l'insécurité foncière, l'usage excessif de la force lors de manifestations pacifiques et le non-respect des droits économiques, sociaux et culturels fondamentaux continuent de miner la stabilité sociale du pays. Face à cela, en 2019, *Dominicains pour la justice et la paix* a continué de soutenir l'engagement des dominicain(e)s et de leurs partenaires par le biais de formations et de campagnes de communication.

Après avoir organisé une première formation en 2018, la Délégation a tenu un atelier de suivi en 2019 pour approfondir les connaissances des dominicain(e)s et de leurs partenaires sur les outils de plaidoyer aux niveaux national et international. Trois commissions thématiques ont été créées pour mieux suivre la situation des droits humains dans le pays :

- sur les droits à la terre et à un logement convenable ;
- sur la corruption et les droits humains ; et
- sur les droits des enfants et des adolescents

Un partenariat solide a été établi avec la branche locale de l'Association dominicaine *Acción Verapaz* pour superviser le travail des commissions thématiques et pour assurer la liaison avec la Délégation à Genève afin d'améliorer le plaidoyer au niveau international. Le travail des commissions a rapidement commencé à porter ses fruits. La commission sur la terre et le logement, en particulier, a inspiré une action collective qui a abouti à un pèlerinage de paysans quelques mois plus tard, organisé par la Famille dominicaine (voir ci-dessous le mouvement *Peregrinos del Seybo*).

Outre son soutien à cette lutte courageuse, *Dominicains pour la justice et la paix* a continué à accompagner les victimes des expulsions forcées perpétrées en 2016 par la compagnie sucrière Central Romana. La Délégation a multiplié ses efforts, notamment par le biais d'une campagne médiatique, pour les accompagner afin que la compagnie réponde de ses actes et que les victimes obtiennent réparation. Les victimes convoquent maintenant Central Romana devant les tribunaux aux États-Unis.



Atelier de suivi sur les droits humains à El Seibo, mai 2019

© Jafet Murguía

À l'occasion de l'adoption du rapport de l'EPU sur la République dominicaine aux Nations Unies, la Délégation a réaffirmé la nécessité urgente d'élaborer un plan national sur les entreprises et les droits humains et l'importance de maintenir un dialogue ouvert avec la société civile. De plus, la Délégation a soulevé au Conseil des Droits de l'Homme la question du grand nombre d'enfants apatrides et des adolescents d'origine haïtienne, qui continue d'être une préoccupation majeure.

## PEREGRINOS DEL SEIBO (Pèlerins d'El Seibo)

L'année 2019 a été marquée par le combat remarquable des paysans et de la Famille dominicaine pour le droit à la terre, qui trouve son origine dans un autre cas d'expulsions violentes de centaines de paysans en 2018 par un propriétaire privé. Afin de récupérer leurs terres et d'exiger des réparations, le groupe appelé *Peregrinos del Seibo*, initié par le fr. Miguel Ángel Gullón Pérez OP, a organisé un pèlerinage de 5 jours d'El Seibo à Saint-Domingue, suivi d'une série de manifestations



© Jafet Murguía

pacifiques. Ces événements ont été violemment réprimés à deux reprises par les agents des forces de sécurité.

Dès le début de la lutte, la Délégation a soutenu le mouvement en participant à une

campagne médiatique massive et en faisant du plaidoyer auprès des diplomates. Grâce à la détermination du groupe et au soutien international de la Famille dominicaine, le mouvement a acquis une visibilité extraordinaire dans le pays. Ne pouvant ignorer les revendications des paysans, le Gouvernement a finalement entamé des procédures pour leur redistribuer des parcelles de terre.



Fr. Miguel Ángel Gullón Pérez OP

© María del Mar Díaz Barba

### FR. MIGUEL ÁNGEL GULLÓN PÉREZ OP

Le fr. Miguel Ángel est un frère dominicain engagé dans la région d'El Seibo en République dominicaine, l'une des régions les plus pauvres du pays. Le fr. Miguel Ángel est un ardent défenseur des droits humains qui s'exprime publiquement dans le pays. Sa détermination inébranlable à dénoncer les abus des droits humains commis par les géants du sucre et à faire campagne pour les droits des paysans lui a valu le soutien international de la Famille dominicaine. Depuis des années maintenant, *Dominicains pour la justice et la paix* soutient ses combats pour la dignité par le biais de campagnes internationales et d'actions de plaidoyer auprès des Nations Unies, ainsi que par des formations sur mesure sur le terrain en matière de droits humains afin de renforcer l'impact de son travail. La Délégation l'a invité à plusieurs reprises aux Nations Unies à Genève afin que sa voix et celle des centaines de victimes d'El Seibo soient entendues par la communauté internationale.

---

*"Le fr. Mike et Laurence se sont consacrés cœurs et âmes à l'élaboration de stratégies pour accompagner les 80 familles brutalement expulsées par Central Romana en 2016. Les deux ateliers qu'ils ont coordonnés à El Seibo nous ont aidé à ouvrir les yeux sur la manière dont notre lutte pour la dignité peut être canalisée par l'ONU. Cela a renforcé notre travail de surveillance de la jouissance des droits humains de ceux qui souffrent le plus et nous a donné de l'espoir sur la voie de la construction d'un monde plus fraternel."*

## MEXIQUE

Au Mexique, l'année 2019 a été marquée par la mise en place du gouvernement nouvellement élu d'Andrés Manuel Lopez Obrador. Malgré les promesses du nouveau gouvernement d'améliorer le bilan du pays en matière de droits humains, la mise en œuvre effective de ses obligations dans ce domaine a fait défaut. L'extrême violence répandue par les groupes du crime organisé, les exécutions extrajudiciaires et la torture perpétrées par les forces de sécurité, le dénigrement des organisations de la société civile, les attaques contre les journalistes, le manque de protection adéquate pour les femmes et les filles, les violations des droits des migrants et des demandeurs d'asile et l'ignorance du travail des défenseurs des droits humains ont continué à être des sujets de préoccupation dans le pays en 2019. Dans ce contexte, *Dominicains pour la justice et la paix* a soutenu le *Centro Fray Francisco de Vitoria OP* (CDHVitoria) dans son travail de surveillance des droits humains et de contrôle de la mise en œuvre des promesses faites par le gouvernement.



*CDHVitoria accompagne les peuples autochtones dans leur lutte pour une meilleure reconnaissance de leurs droits au Mexique*

© CDH Vitoria/ Utopía 21

Tout au long de l'année, la Délégation a soutenu les efforts de la société civile au Mexique en assurant une présence constante et une participation approfondie à l'examen du Mexique par divers organes des Nations Unies. À travers l'EPU, le Conseil des Droits de l'Homme et les examens du Comité des Droits de l'Homme (pour les droits civils et politiques) et du Comité pour l'Élimination de la Discrimination Raciale, la Délégation a joué un rôle de soutien en transmettant au gouvernement mexicain des messages et des recommandations venant des partenaires sur le terrain sur les thèmes suivants : la violence sexiste, la protection des défenseurs des droits humains, la justice pour les victimes, la lutte contre l'impunité, le renforcement de la démocratie et de la participation citoyenne, le développement, la justice sociale et les droits collectifs. Ces interventions se sont révélées efficaces car elles ont généré des canaux de dialogue entre les partenaires locaux et les autorités.

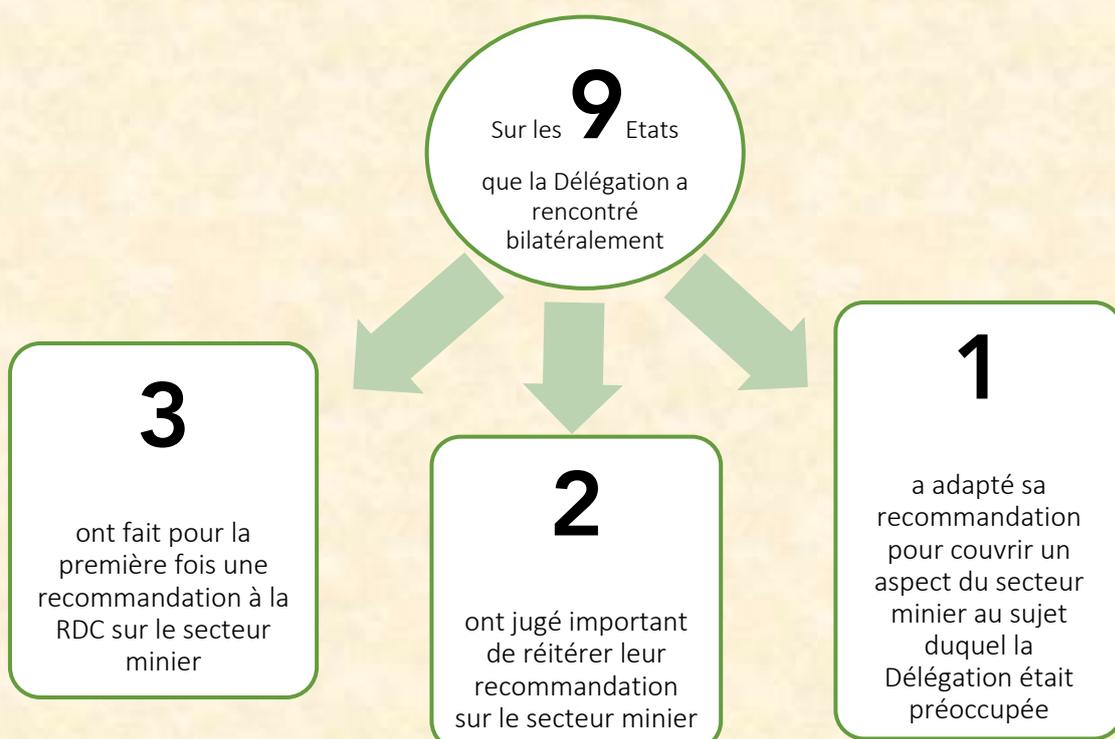
## RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Les élections du 30 décembre 2018 en RDC ont suscité l'espoir au sein du peuple congolais d'une rupture avec l'ancien régime et son système de gouvernance. Le climat politique en 2019 a retrouvé une certaine stabilité, avec une diminution du nombre de violations des libertés fondamentales. Malgré cette stabilité apparente, des populations entières dans de nombreuses régions du pays sont toujours soumises à de graves violences de la part des groupes armés et des forces gouvernementales. La mauvaise gestion des revenus du secteur minier, les expulsions forcées des communautés locales et le travail des enfants et des femmes dans les mines artisanales sont également restés des sujets de préoccupation pour les dominicain(e)s en 2019.

Dans ce contexte, la Délégation a poursuivi ses activités de plaidoyer :

- Au cours des trois sessions du Conseil des Droits de l'Homme, la Délégation a continuellement envoyé des messages clairs au nouveau gouvernement, par le biais de déclarations orales et d'événements parallèles, pour l'établissement d'une bonne gouvernance, en particulier dans le secteur minier.
- Elle a participé à Berne à une réunion régulière de la Plate-forme des Grands Lacs, un rassemblement de représentants du gouvernement suisse et d'ONG suisses et internationales préoccupées par les conflits politiques et économiques en RDC, au Burundi et au Rwanda.
- La Délégation a également travaillé activement à la préparation de l'EPU de la RDC. Grâce à une coordination efficace entre la Délégation et les partenaires sur le terrain, les dominicain(e)s ont rencontré plusieurs délégations d'États à Kinshasa et à Genève pour les encourager à soulever des questions spécifiques au cours de l'examen, notamment sur les effets négatifs du secteur minier sur la jouissance des droits humains. La Délégation a ensuite invité un laïc dominicain de Kinshasa à Genève pour renforcer l'impact des messages clés.

L'intense travail de plaidoyer a porté ses fruits :



En 2018, la Délégation avait organisé deux premiers ateliers de renforcement des capacités à Kinshasa et à Isiro pour préparer les dominicain(e)s et leurs partenaires à l'EPU. En s'appuyant sur les effets positifs de cette participation à l'EPU, la Délégation a décidé d'organiser une formation de suivi sur les droits humains en 2019 à Isiro, réunissant des activistes de Kinshasa et des provinces du nord-est (Haut-Uélé, Ituri, Tshopo). Lors de cet atelier, une coordination nationale dominicaine sur la justice et la paix a été créée pour permettre aux dominicain(e)s de parler d'une seule voix sur les questions touchant le pays. Réunissant des dominicain(e)s, des partenaires de la société civile et un représentant du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, l'atelier a permis d'identifier quatre questions régionales et nationales prioritaires et des commissions ont été créées pour traiter chacune d'entre elles :

- l'insécurité et les conflits communautaires dans les provinces du Haut-Uélé et de l'Ituri ;
- l'exploitation des ressources naturelles ;
- la violence domestique ; et
- les droits à l'éducation et à la santé.

Avant et après l'atelier, ces préoccupations essentielles ont pu être partagées directement avec des hauts fonctionnaires dans la capitale : le ministre des droits de l'homme, M. André Lite, et le directeur du Bureau du Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme en RDC, M. Aziz Thioye.



*Sr. Félicité Mani et Sr. Gracielle Mabusandro pendant la formation*  
© Dominicains pour la justice et la paix



**Fr. Jean Nkongolo OP**  
Promoteur Justice & Paix en  
RDC, secteur sud

*"Grâce aux deux formations que j'ai reçues de Dominicains pour la justice et la paix et à leur suivi, j'ai pris conscience que le respect des droits humains doit faire l'objet d'un contrôle accru de la part de la société civile et que le Conseil des Droits de l'Homme constitue l'un des mécanismes permettant de dénoncer les injustices à l'ONU."*

## CÔTE D'IVOIRE

Depuis la création de la Commission dominicaine Justice et Paix en Côte d'Ivoire en 2017, l'engagement de la Famille dominicaine sur les questions de justice et de paix a considérablement augmenté. Dans un pays où les garanties des droits humains, la sécurité et la stabilité sont encore fragiles, le travail de cette Commission, et la nécessité de la renforcer, sont essentiels. Ainsi, *Dominicains pour la justice et la paix* a maintenu la Côte d'Ivoire parmi ses pays prioritaires en 2019 et a soutenu les efforts entrepris sur le terrain.



Maison d'Arrêt et de Correction d'Abidjan (MACA)  
© Dominicains pour la justice et la paix

21

États ont été contactés  
lors du plaidoyer  
conjoint de l'EPU à  
Genève et à Abidjan

6

des recommandations  
proposées par la  
Délégation ont été  
reprises par les États  
dans l'EPU

En 2018, la Délégation a commencé à travailler avec les dominicain(e)s en Côte d'Ivoire avec l'organisation d'une formation en partenariat avec deux organisations internationales à Genève ayant une forte présence locale en Côte d'Ivoire : le *Bureau International Catholique de l'Enfance* (BICE) et *La Fondation Mariste pour la Solidarité Internationale* (FMSI). En 2019, ce partenariat a été renforcé tant au niveau local qu'à Genève. Des actions collectives de plaidoyer sur les questions de justice pour les mineurs ont été organisées à Abidjan, en amont de l'EPU sur la Côte d'Ivoire. L'une des principales préoccupations concernait la présence du Centre d'Observation des mineurs (COM) dans le périmètre de la Maison d'Arrêt et de Correction d'Abidjan (MACA). Les dominicain(e)s ont acquis une expérience significative en participant à différentes réunions avec les ambassades. À Genève, des réunions de suivi avec les missions permanentes ont également été organisées. La Délégation a ensuite participé à l'EPU sur la Côte d'Ivoire. La 42ème session du Conseil des Droits de l'Homme en septembre a été une autre occasion pour la Délégation de souligner les préoccupations des dominicain(e)s et de leurs partenaires dans le domaine de la justice pour les mineurs.

*“Mon expérience avec Dominicains pour la justice et la paix m'a permis de connaître, comprendre et utiliser les mécanismes des droits humains des Nations Unies pour sensibiliser les gouvernants de mon pays à considérer les droits humains comme une priorité dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable.”*



**Evelyne Gabala**

Membre d'un institut séculier dominicain

Secrétaire à la Communication de la Commission dominicaine Justice et Paix en Côte d'Ivoire

La Délégation a organisé une formation de suivi à Abidjan sur la surveillance du respect des droits humains et le plaidoyer aux niveaux national et international. Quarante et une personnes ont participé à la formation, dont plusieurs avaient également suivi la première formation en 2018. Les principaux objectifs de cette formation de suivi étaient la consolidation des connaissances des participants sur les mécanismes des Nations Unies et la surveillance du respect des droits humains, la clarification et le renforcement de l'existence des commissions thématiques établies en 2018 et le développement d'un plan d'action clair et réaliste pour chaque commission. Ces objectifs ont été largement atteints, et trois commissions ont été mises en place :

- sur le droit à l'éducation ;
- sur les conditions de détention ; et
- sur le droit à des élections libres et transparentes.

## CAMEROUN

En 2019, la situation sécuritaire dans les régions anglophones du Cameroun a atteint un niveau critique vu les graves violations quotidiennes des droits humains. Un contact régulier a été établi avec les dominicain(e)s sur le terrain, les ONG partenaires et certaines missions permanentes à Genève, pour clarifier les informations et identifier les stratégies de plaidoyer possibles à l'ONU.

La Délégation a contacté un sénateur français et l'Ambassadeur de France auprès du Saint-Siège afin de souligner la gravité de la situation. Les préoccupations soulevées ont été communiquées au Ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, M. Jean-Yves Le Drian. Celui-ci a répondu en signalant les tentatives faites par la France pour amener le Cameroun à améliorer la situation des droits humains et à assurer un dialogue inclusif.

La Délégation et ses ONG partenaires ont également partagé avec plusieurs missions de pays africains et européens à Genève des preuves documentées sur les violations des droits humains dans le pays. Ces initiatives ont contribué à l'indignation croissante face à la détérioration de la situation des droits humains dans le pays. Un nombre croissant de pays ont exprimé leur inquiétude au Conseil des Droits de l'Homme ; de moins en moins de pays africains ont soutenu la position du Cameroun et la Haut-Commissaire aux Droits de l'Homme a finalement effectué une visite dans le pays.

## PHILIPPINES

Depuis la prétendue "guerre contre la drogue" du Président Duterte, le bilan en matière de droits humains aux Philippines s'est considérablement dégradé. En 2019, les voix dissidentes des membres de l'opposition, des défenseurs des droits humains, des chefs religieux et des journalistes ont été violemment réprimées. Les meurtres, disparitions forcées, arrestations et détentions arbitraires ont continué à avoir lieu, créant un climat de terreur au sein de la population. Cette situation alarmante a été portée à l'attention du Conseil des Droits de l'Homme en juin 2019. La société civile, les chefs religieux et les délégués des États ont appelé à l'adoption d'une résolution sur la situation dans le pays. La Délégation a soutenu cet appel et co-parrainé un événement parallèle au cours duquel des activistes locaux ont fait le point sur la situation des droits humains dans le pays. Le Conseil a finalement adopté cette résolution dans laquelle les États demandent instamment au Gouvernement des Philippines de prendre toutes les mesures nécessaires pour notamment prévenir les exécutions extrajudiciaires et les disparitions forcées.



*Dominicain(e)s et franciscain(e)s en marche lors de la grève mondiale pour le climat afin de mettre fin à l'utilisation des combustibles fossiles aux Philippines*

© Mouvement interreligieux pour la justice écologique (ECOJIM)

Les Philippines sont également un pays particulièrement vulnérable au changement climatique. Le pays est gravement touché par certains des typhons les plus meurtriers de la planète, faisant des milliers de morts et provoquant le déplacement de millions de personnes. De nombreuses communautés religieuses aux Philippines sont particulièrement préoccupées par la dépendance du pays aux énergies non renouvelables et sont très actives dans la sensibilisation et la défense de la justice climatique aux niveaux local et national.

Compte tenu de l'environnement liberticide dans le pays et de la situation environnementale préoccupante, les mécanismes des Nations Unies fournissent l'une des rares plateformes viables permettant à la société civile et aux acteurs religieux de faire entendre leur voix. Dans ce contexte, la Délégation a organisé en août 2019 une formation sur la surveillance du respect des droits humains et le plaidoyer à l'ONU pour les dominicain(e)s et leurs partenaires à Iloilo, sur l'île de Panay, loin de la capitale. Afin d'assurer une action coordonnée, des comités ont été formés autour des questions suivantes :

- les exécutions extrajudiciaires ;
- la destruction de l'environnement ; et
- la sécurité de l'emploi, le travail forcé et la traite des enfants.

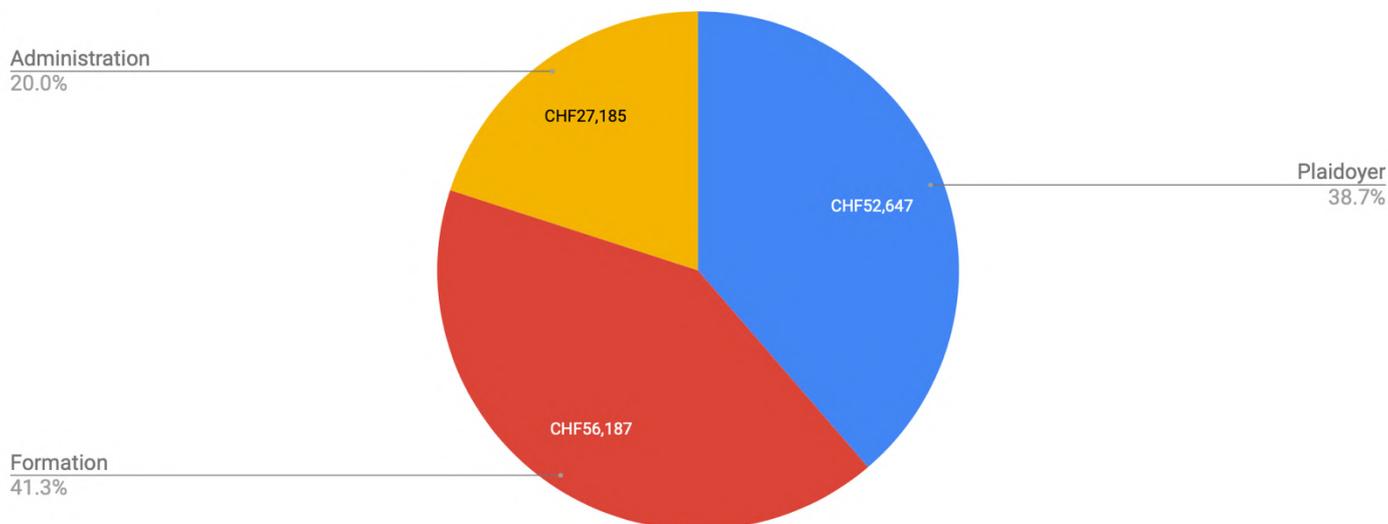


*"Cet atelier de formation m'a enrichi sur les mécanismes des Nations Unies. Nous devons approfondir notre compréhension de nos droits humains." John Ian Alenciaga, défenseur des droits humains participant à la formation*

## Dominicains pour la justice et la paix (Ordre des prêcheurs) Rapport financier 2019

CHF (= 0,95 €)	2018	2019
<b>REVENUS</b>		
Fonds	157 449,65	98 794,45
Intérêts	2,59	181,66
<b>Total REVENU</b>	<b>157 452,24</b>	<b>98 976,11</b>
<b>DÉPENSES</b>		
<b>PROGRAMMES</b>		
Plaidoyer	65 183,82	52 647,40
Formation	33 081,15	56 187,31
<b>Total PROGRAMMES</b>	<b>98 264,97</b>	<b>108 834,71</b>
<b>FRAIS ADMINISTRATIFS</b>	<b>34 486,52</b>	<b>27 184,81</b>
<b>Total des DÉPENSES</b>	<b>132 751,49</b>	<b>136 019,52</b>
<b>Revenus net</b>	<b>24 700,75</b>	<b>(37 043,41)</b>

### Dépenses 2019



## S'engager à collaborer en permanence avec les personnes sur le terrain

La Délégation s'engage à mettre toujours au centre de son action les membres de la Famille dominicaine et leurs partenaires qui travaillent pour la promotion et la protection des droits humains sur le terrain et à continuer à approfondir la collaboration avec eux. En 2020, la Délégation continuera à mettre en œuvre son programme pour chaque pays prioritaire. La RDC, la Côte d'Ivoire, les Philippines et la Papouasie-Nouvelle-Guinée seront au cœur des actions de la Délégation. Le Mexique et la République dominicaine feront l'objet d'un suivi en tant qu'anciens pays prioritaires et continueront à recevoir une attention particulière.

## Créer des liens avec les institutions universitaires dominicaines

Dans la protection et la promotion des droits humains, des conflits surgissent parfois entre différents droits, ouvrant la porte à une polarisation entre les acteurs et les États au sein des forums multilatéraux. L'Ordre dominicain ayant une forte tradition intellectuelle, la Délégation et le Conseil exécutif ont voulu ces dernières années renforcer la contribution dominicaine aux réflexions sur certaines questions contemporaines clés, en particulier les conflits de droits, qui émergent au sein des Nations Unies. Avec la création d'un nouveau programme - le programme d'engagement universitaire - la Délégation espère développer une collaboration avec les institutions universitaires dominicaines et réfléchir sur ces sujets. Le fruit de ces réflexions sera ensuite utilisé pour contribuer aux discussions à l'ONU.

## Apporter une réponse coordonnée et globale au changement climatique, aux droits humains et à la destruction de l'environnement

La Délégation souhaite continuer à traiter les questions liées à la destruction de l'environnement, au changement climatique et à ses impacts sur les droits humains et à y apporter une réponse coordonnée et globale. 2020 est une année importante car les États doivent augmenter considérablement leurs ambitions dans le domaine du changement climatique afin d'en éviter les conséquences désastreuses. Les dimensions humaines et sociales doivent être au cœur de toutes les actions en faveur du climat et les organisations professionnelles ont un rôle clé à jouer pour faire pression sur les gouvernements. La Délégation poursuivra son plaidoyer dans ce domaine. Elle développera également de plus grandes synergies avec le travail du PNUE et les Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies.

## Améliorer la communication et diversifier les sources de financement

En 2019, la capacité de communication de la Délégation s'est considérablement améliorée, notamment avec le développement d'une nouvelle identité visuelle. En 2020, la Délégation espère créer de nouveaux outils de communication pour renforcer la visibilité de ses activités à l'ONU à Genève et dans le monde. Des efforts importants seront également faits pour diversifier les sources de financement de la Délégation.

## CONSEIL EXÉCUTIF



Fr. Gerard Francisco  
P. TIMONER III  
Président  
*Maître de l'Ordre des Prêcheurs*



Sr. Margaret MAYCE  
Vice-Présidente  
*Coordonnatrice internationale – Sœurs  
Dominicaines Internationales*



Fr. Michael DEEB  
Directeur et Délégué  
permanent auprès de  
l'ONU  
*Promoteur général de Justice et Paix de  
l'Ordre des Prêcheurs*



Fr. Benjamin EARL  
Trésorier  
*Procurateur général de l'Ordre des  
Prêcheurs*



Fr. Michel FONTAINE  
Membre du Conseil  
exécutif  
*Professeur honoraire à la HES-SO et  
curé de la paroisse Saint-Paul à Genève*



Fr. Orlando RUEDA  
ACEVEDO  
Membre du Conseil  
exécutif  
*Socius pour la vie apostolique de  
l'Ordre des Prêcheurs*



Fr. Pablo SICOULY  
Membre du Conseil  
exécutif  
*Socius pour la vie intellectuelle de  
l'Ordre des Prêcheurs*

## SECRETARIAT



Mme Laurence  
BLATTMER  
Coordonnatrice de  
programme  
*Siège social - Genève*



M. Tobias KRACHLER  
Responsable de plaidoyer  
*Représentation - Vienne*



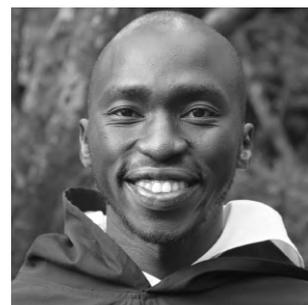
Mme Margot KAINZ  
OP  
Agente de plaidoyer  
*Représentation - Vienne*



Mme Elisabeth  
VONDROUS OP  
Agente de plaidoyer  
*Représentation - Vienne*



M. Jean-Claude LOBA  
MKOLE OP  
Agent de plaidoyer  
*Représentation - Nairobi*



fr. Steve Sese OKOTH  
Agent de plaidoyer  
*Représentation - Nairobi*

*Stagiaire à Genève : Mme Isis ALVES*

*Deux frères dominicains ont rejoint la Délégation à Vienne fin 2019 : le fr. Simon HACKER et le fr. Dominik AHLERS*

*Remerciements particuliers au fr. Scott STEINKERCHNER OP, notre webmestre et consultant en informatique, au fr. Jean-Ariel BAUZA-SALINAS OP pour avoir organisé la traduction et à Mme Claire PONCET PACCHIANI et Mme Mónica MARCO pour la relecture du Rapport Annuel !*

# Dominicans

for justice and peace

---

*Rapport annuel 2019*

Dominicans for Justice and Peace / 37,39 Rue de Vermont / C.P. 104, 1211 / Genève  
20, Suisse

[contact@un.op.org](mailto:contact@un.op.org)

[un.op.org](http://un.op.org)